

Pau, le 19 avril 2023

ARRETE N°AP-2023-0168

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.412-30 et R.415-7;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le régime de priorité à l'intersection formée par l'avenue du général Poeymirau, l'avenue Gaston Lacoste, l'avenue de Barèges et l'avenue Léon Say ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – La circulation des véhicules est réglementée par feux tricolores à l'intersection formée par les avenues du général Poeymirau, Gaston Lacoste, de Barèges et Léon Say.

En cas de non fonctionnement des feux ou de leur mise au clignotant, les usagers circulant sur les avenues du général Poeymirau et Gaston Lacoste doivent céder la priorité aux véhicules circulant sur les avenues de Barèges et Léon Say.

**ARTICLE 2** – Les conducteurs circulant sur la voie réservée au tourne à droite de l'avenue Gaston Lacoste doivent céder le passage aux véhicules roulant avenue de Barèges et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

**ARTICLE 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès la mise de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 4** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

**04 MAI 2023**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire